En 1864.....	278,336
En 1865.....	291,997
En 1866.....	296,995

ce qui porte à 3½ pour cent leur augmentation.

L'augmentation a été quasi la même à l'égard du nombre de lots cotisés, lequel s'élevait :

En 1864 à.....	18,144,600
En 1865 à.....	18,587,000
En 1866 à.....	19,017,000

Que l'on prenne ensuite le chiffre du capital de banque nécessaire aux affaires industrielles et commerciales du pays, et nous y trouverons un des meilleurs indices possibles de nos progrès suivis.

En 1858, l'escompte s'est élevé à.....	\$30,364,713
En 1868.....	51,175,582

c'est-à-dire une augmentation de 68 pour cent en 10 ans.

On peut encore trouver une preuve plus frappante de l'accroissement des richesses du pays dans le chiffre des dépôts faits aux banques. Durant la même période, de 1858 à 1868, ils se sont élevés de \$8,358,437 à \$28,721,188,—soit une augmentation de 350 pour cent. (Très-bien !)

Ces faits, Monsieur l'Orateur, sont autant d'indices que la Providence nous réserve un avenir de prospérité certaine. Si nous travaillons de concert à cimenter l'Union et à développer les ressources des différentes provinces, nous avons à notre disposition les éléments qui peuvent former une nation prospère et puissante.

Dans le Bas-Canada, nous avons un peuple aux habitudes frugales, industriel et attaché au sol. Il est aussi stable et très propre à l'industrie manufacturière ; à l'Ouest, nous avons d'immenses ressources agricoles et à l'Est des ressources maritimes d'une égale importance.

Je ne suis pas un enthousiaste, mais je dis que malgré notre climat rigoureux et les nombreuses difficultés contre lesquelles il nous faut lutter, nous avons une population laborieuse et énergique faite pour combattre ces obstacles, et dans l'étendue et la variété de nos ressources une perspective de prospérité aussi belle qu'il ait été donné à aucun autre pays d'entrevoir. (Bien ! très-bien !)

Tout en attirant l'attention sur ces indices de la prospérité future du pays, je désire, Monsieur l'Orateur, que l'on ne me prête pas l'intention de lancer le pays dans des dépenses inconsidérées ; je veux, au contraire, que nous apportions l'économie la plus soignée à cet égard. (Applaudissements.) Quels que soient les hommes qui monteront au pouvoir, j'ai l'espérance que le peuple saura exiger d'eux une stricte économie dans l'administration des affaires publiques. Je prétends que les membres du cabinet actuel ont montré le désir de suivre cette ligne de conduite. (Très-bien ! très-bien !)

Je n'ignore pas cependant la nécessité qu'il y a de développer la richesse du pays. Si nous avons des ressources, nous devons prendre des mesures qui puissent en assurer le développement raisonnable et progressif. Nous ne devons pas nous croiser les bras avec indifférence et